

Dossier

P. 19
La solidarité intergénérationnelle, pilier de notre système social

P. 21
Rapprocher les générations : des initiatives qui créent du lien

P. 23
« Il faut arrêter de voir la vieillesse comme un problème à cacher »

Par *Éric Allermoz*

Le système social français repose largement sur un principe de solidarité entre générations. Mais la société évolue : d'un côté, des personnes âgées de plus en plus nombreuses vivent dans l'isolement. De l'autre, un nombre croissant de jeunes confrontés à la précarité et au mal-être. Entre inquiétudes et réalités, la solidarité intergénérationnelle demeure pourtant l'un des piliers de ce modèle. À l'occasion de la Journée européenne de la solidarité intergénérationnelle, le 29 avril, état des lieux des liens entre générations et des initiatives qui font bouger les lignes.

Génération : une nécessaire solidarité





La solidarité inter-générationnelle, pilier de notre système social

En France, le système de protection sociale s'est construit sur une idée simple : les générations se soutiennent mutuellement. Pour les retraités par répartition, par exemple, les actifs financent les pensions des retraités. En retour, ces derniers ont eux-mêmes contribué, au cours de leur vie professionnelle, au financement des générations qui les ont précédés. Ils participent également, par leurs cotisations et leurs impôts, au financement de nombreux dispositifs de

solidarité : aides publiques ou politiques sociales. Ce mécanisme constitue une forme de contrat social implicite : chacun cotise aujourd'hui en ayant confiance dans la continuité du système pour demain. En France, ce modèle a été structuré après la Seconde Guerre mondiale, notamment avec les ordonnances de 1945 qui ont posé les bases de la Sécurité sociale et de la protection sociale moderne. Pendant plusieurs décennies, cet équilibre a permis de garantir un niveau de protection élevé tout en assurant la solidarité entre les âges de la vie.





Un équilibre fragilisé

Aujourd'hui, cet équilibre est soumis à de nouvelles pressions. La première tient aux évolutions démographiques : la population française vieillit. Selon l'Insee, près d'un quart des Français aura plus de 65 ans d'ici 2040. Et l'espérance de vie continue d'augmenter. Dans le même temps, la proportion d'actifs par rapport aux retraités diminue : environ 1,7 actif pour un retraité aujourd'hui, contre plus de 4 dans les années 1960.

Les jeunes générations connaissent des conditions d'entrée dans la vie active plus difficiles que leurs aînés. Les parcours professionnels sont souvent plus longs à se stabiliser, en raison d'études prolongées, de contrats temporaires ou d'une insertion progressive sur le marché du travail. Les réalités économiques sont aussi plus contraignantes et l'accès à la propriété recule pour les moins de 35 ans. Les jeunes bénéficieraient-ils moins que les générations précédentes du modèle social français ?

La « guerre des générations », un mythe ?

Ces débats nourrissent parfois l'idée d'une opposition croissante entre jeunes et seniors. Pour la sociologue Cornelia Hummel, cette idée de « guerre des générations » relève pourtant du mythe. Dans un rapport récent*, elle rappelle que le conflit supposerait une lutte pour des ressources limitées : « Si les jeunes ne voulaient plus payer les cotisations pour les retraites, oui, on entrerait dans un conflit entre générations. Il n'y a aucun signe que les jeunes ou les aînés revendiquent une "part du gâteau" »

différente. Pendant le Covid, même si les jeunes ont ronchonné qu'on les enfermait, il n'y a pas eu de révolte. Ne pas s'intéresser à d'autres générations, c'est de l'indifférence, pas du conflit », souligne-t-elle. Au fond, la solidité du système de retraite repose avant tout sur un élément immatériel : la confiance. Or, près des trois quarts des Français** pensent que le système de retraite par répartition n'existera probablement plus en 2050.

Un équilibre à préserver ensemble

Par chance, cette défiance ne traduit pas un rejet de la solidarité intergénérationnelle. Plutôt qu'une opposition, c'est une complémentarité qu'il faut cultiver. Les initiatives se multiplient pour renforcer les liens entre générations : mentorat, transmission des savoirs, habitat intergénérationnel, actions associatives qui organisent des projets communs. Ces dynamiques rappellent que la solidarité ne se décrète pas, elle se vit au quotidien.

* « Isolement des personnes âgées et liens entre générations indifférence ou désintérêt entre jeunes et vieux : réalités ou préjugés ? », Les Petits Frères des pauvres, 2023.

** Enquête Toluna-Harris (octobre 2025) pour le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan.

Rapprocher les générations : des initiatives qui créent du lien

Face à l'isolement des personnes âgées et aux difficultés rencontrées par les jeunes, de nombreuses initiatives cherchent à recréer du lien entre les générations. Mentorat, bénévolat, colocation intergénérationnelle : partout en France, des projets émergent pour rapprocher les âges et renforcer la solidarité.



Selon le troisième baromètre des Petits Frères des Pauvres*, publié en octobre 2025, près de deux millions de personnes âgées vivent aujourd'hui isolées de leurs cercles familiaux et amicaux. Plus préoccupant encore : l'isolement extrême a bondi de 150 % en moins de dix ans. « *Aujourd'hui, 750 000 aînés vivent en situation de mort sociale, privés de tout lien humain. Si rien n'est fait, cette solitude extrême pourrait concerner un million de personnes âgées d'ici 2030* », alerte Yann Lasnier, délégué général de l'association.

L'isolement n'est pas l'apanage des seniors. En France, près de 37 % des 15-25 ans déclarent se sentir régulièrement seuls, selon une étude du Crédoc de juillet 2025.

Les jeunes générations font face à d'autres difficultés : précarité économique, accès compliqué au logement ou encore dégradation de la santé mentale.

Logique « gagnant-gagnant »

Dans ce contexte, la solidarité intergénérationnelle apparaît comme une piste prometteuse. « *En réalité, cette solidarité existe déjà largement en France, mais elle demeure en grande partie privée et familiale : aide financière des parents aux jeunes adultes, garde des enfants par les grands-parents ou accompagnement des parents âgés par leurs enfants. Mais elle reste encore relativement peu visible dans l'espace public* », précise Yann Lasnier. En dehors du travail – l'un des rares lieux où plusieurs générations se côtoient –, les contacts entre jeunes et personnes âgées restent en effet peu fréquents.

Yann Lasnier observe « *une dégradation des liens sociaux. Il y a une perte de compétences sociales. Le résultat est une croissance de l'isolement et un sentiment de solitude à tous les âges* ».

Des générations qui se rencontrent

Pour contrer ces maux, associations et collectivités multiplient les initiatives pour favoriser la rencontre entre les générations. Exemple, parmi d'autres : le mentorat en direction des jeunes en difficulté suscite un intérêt croissant aujourd'hui en France. Le dispositif repose sur la création d'un tandem solidaire entre un professionnel expérimenté et un jeune en demande de soutien. Bien souvent, ce sont des retraités qui ont gardé le goût du partage et veulent aider un jeune à prendre confiance en lui, à élargir sa vision et à mieux se projeter dans l'avenir.

Cette dynamique s'est concrétisée par le lancement du plan gouvernemental « 1 jeune, 1 mentor » en 2021, puis par sa reconnaissance comme Grande Cause nationale en 2023. Résultat : 160 000 jeunes ont été accompagnés en 2024, contre moins de 30 000 cinq ans plus tôt.

La jeunesse n'est pas en reste en matière de solidarité : 28 % des 15-30 ans déclarent s'engager bénévolement dans une

association au moins une fois par mois (contre 16 % en 2010) selon le dernier baromètre France Bénévolat. « *Chez les Petits Frères des Pauvres, quelque 15 000 bénévoles accompagnent ces personnes isolées, engagés pour la plupart de façon régulière* », illustre Yann Lasnier. Dans le cadre du programme Service Civique Solidarité Seniors, des jeunes en service civique sont également mobilisés pour lutter contre l'isolement des personnes âgées.

Vivre sous le même toit

Parmi les initiatives solidaires figure la colocation intergénérationnelle. À Cergy-Pontoise, Chantal, 90 ans, et Paul, 20 ans, partagent leur quotidien malgré les sept décennies d'écart. « *Après la mort de mon mari, j'ai eu peur de la solitude. Alors j'ai opté pour cette colocation un peu particulière* », raconte Chantal. Il y a trois ans, elle a rejoint le dispositif porté par l'association Ensemble2Génération. De son côté, Paul venait de quitter la Mayenne pour poursuivre ses études en région parisienne. « *En changeant d'établissement, je cherchais un logement. Cette formule m'a plu : c'est une solution solidaire et une façon de donner un peu de son temps* », explique l'étudiant en management du sport.

Le principe ressemble à une colocation classique, avec quelques aménagements. Paul dispose de sa chambre et de sa salle de bains, tandis que les espaces de vie sont partagés. En échange d'une présence régulière et de quelques services, son loyer s'élève à 350 euros, bien en dessous des prix du marché local. Au quotidien, la cohabitation se déroule simplement. « *On se croise le matin, on discute le soir. Paul me raconte souvent sa journée. Mais chacun fait sa vie* », assure Chantal. Pour elle, cette présence est rassurante, la nuit notamment. « *On n'a pas toujours la chance d'échanger avec des personnes de 90 ans et, pourtant, ils ont un vécu riche à transmettre* », conclut l'étudiant. Malgré ses atouts, ce dispositif reste encore



marginal : on compte aujourd'hui environ 3 000 binômes en France, avec beaucoup plus de demandes de jeunes que de propositions de la part des seniors.

Une dynamique encore limitée

Pour Yann Lasnier, si ces actions sont prometteuses, elles ne concernent encore qu'une minorité. « *C'est aux pouvoirs publics de faire de l'intergénérationnel une véritable priorité. Il faut maintenir les liens sociaux – ou les recréer lorsqu'ils se sont abîmés – notamment dans certains quartiers ou habitats où les lieux de rencontre entre générations font défaut* », souligne-t-il. Le directeur général des Petits Frères des Pauvres rappelle également l'attente forte du secteur : « *Nous avons besoin, a minima, d'une loi "grand âge", que beaucoup attendent depuis plusieurs années.* »

Reste que l'envie de rapprochement entre générations semble bien réelle. Selon une étude réalisée en 2023 pour l'association**, 52 % des 18-30 ans se disent demandeurs de davantage de relations avec des personnes âgées, tandis que 44 % des plus de 60 ans souhaitent renforcer leurs liens avec les jeunes. Autant de signaux qui montrent que, malgré les évolutions de la société, l'envie de dialogue entre générations reste bien réelle.

* Réalisé à partir de l'étude CSA Research avec le soutien financier de la Fondation des Petits Frères des Pauvres et de l'Assurance Retraite.
 ** Rapport annuel 2023 des Petits Frères des Pauvres / CSA, 2023.



« Il faut arrêter de voir la vieillesse comme un problème à cacher »



MéliSSa ASLI-PETIT
Sociologue spécialiste
du vieillissement

Autrice de l'ouvrage *Les retraités : cette richesse pour la France* (Harmattan, 2016) et d'une newsletter sur les différentes expériences de vieillissement féminin, *Old Women Around the World*. En septembre paraîtra son nouvel ouvrage : *S'autoriser à vieillir* (Érès).

Comment les sociologues définissent-ils le vieillissement ?

Il existe une confusion entre vieillissement et dépendance. Dans les débats médiatiques et politiques, la vieillesse est souvent réduite au « grand âge » et aux pertes qui l'accompagnent. La réalité est beaucoup plus diverse. Il y a les jeunes retraités, encore très actifs, les personnes âgées autonomes, menant une vie indépendante mais souffrant souvent de pathologies chroniques et, enfin, le grand âge marqué bien souvent par la perte d'autonomie. Derrière les catégories comme « seniors » ou « vieux », on oublie la diversité des situations. Et cela contribue paradoxalement à rendre la vieillesse invisible.

Vieillir reste-t-il un sujet tabou dans notre société ?

Oui, à la fois tabou et flou. Sinon la société se serait, je l'espère, adaptée beaucoup plus tôt au vieillissement de sa population. Les politiques publiques peinent à suivre : il manque des moyens, des professionnels, des lieux de vie et d'activités pour les seniors. Dans une société très centrée sur la performance, les fragilités liées à l'âge sont difficiles à accepter.

Sommes-nous tous égaux face au vieillissement ?

Non, loin de là. Les inégalités sociales se prolongent dans la vieillesse. En France, les pensions de retraite masculines restent en moyenne 62 % plus élevées que celles des femmes. Dans les faits, les solidarités familiales reposent encore largement sur elles : les filles, les épouses ou les aidantes.

Comment changer ce regard sur la vieillesse ?

Il faut cesser de considérer la vieillesse comme un problème à cacher. C'est une étape normale de la vie, et même une richesse collective. Nos représentations ont d'ailleurs un impact direct



sur notre santé : des recherches montrent que des perceptions négatives du vieillissement peuvent réduire l'espérance de vie de plusieurs années. J'évoque souvent l'idée d'une « société de la longévité », capable de reconnaître la valeur et la dignité de toutes les étapes de la vie.

Les initiatives intergénérationnelles peuvent-elles jouer un rôle ?

Ce dont les retraités ont le plus besoin, c'est de rencontrer d'autres personnes – d'autres retraités mais aussi des personnes de générations différentes –, de partager des expériences, de créer des souvenirs autour d'activités communes. Aujourd'hui, les plus âgés, comme les plus jeunes, sont parfois invisibilisés dans l'espace public. Les projets intergénérationnels permettent justement de redonner une place active aux seniors dans la société.